**Ahmed Ben Bella**

Président du Conseil de la République algérienne

**«Acceptons tous de mourir un peu ou tout à fait afin que l’Unité africaine ne soit pas un vain mot »**

Il est treize heures et mon discours sera très bref. Je me contenterai de préciser en quelques mots la position de mon gouvernement et du Peuple algérien. Je voudrais tout d’abord dire combien est symbolique notre réunion à Addis-Abéba, et je remercie Sa Majesté Impériale, le gouvernement et le Peuple éthiopien de nous avoir donné l’occasion de recevoir ici cet accueil chaleureux qui renforce en nous les sentiments que nous appartenons tous à une même et grande famille, confrontés tous par les mêmes problèmes. Je crois qu’il est de mon devoir de vous faire l’économie du long discours que j’avais préparé. Je vais tout simplement dire ce que nous pensons en Algérie de l’essentiel de ces problèmes.

 En ce qui concerne l’Unité africaine, une commission est actuellement réunie pour élaborer avant de nous séparer les grandes lignes de cette unité, et notamment rédiger un projet de charte.

 Je souligne que l’Algérie souscrit d’avance à toutes les conditions, à toutes les raisons, à toutes les justifications qui seront retenues par cette commission. Mais il est de mon devoir de dire, au nom du Peuple algérien et au nom d’un million cinq cent mille martyrs tombés au champ d’honneur, que cette charte restera lettre morte si nous ne prenons pas des décisions concrètes, si nous ne donnons pas un appui inconditionnel aux peuples de l’Angola, de l’Afrique du Sud, du Mozambique et autres, appui inconditionnel que ces peuples, encore sous le joug colonialiste, sont en droit d’attendre de nous.

 Il est de mon devoir de dire que si des décisions concrètes n’étaient pas prises dans ce sens, la Charte que nous allons retenir ressemblera à toutes les chartes que toutes les assemblées du monde auront retenues. Il est de mon devoir de dire encore que tous les beaux discours que nous avons entendus ici seront la meilleure arme qui sera utilisée contre cette unité.

 Nous avons parlé d’une banque de développement. Pourquoi n’avons-nous pas parlé de la création d’une banque de sang? Une banque de sang pour venir en aide à ceux qui se battent en Angola et un peu partout en Afrique.

 Pour mettre en application ces décisions, il est évident que des problèmes se posent, nous tenons pour notre part à les étudier.

 Je dois souligner aussi que depuis le 4 février, c’est-à-dire depuis la Journée organisée en faveur de l’Angola, dix mille volontaires algériens attendent la possibilité d’aller porter leur aide à leurs frères combattants. Oui, des problèmes se posent, et notamment dans les pays périphériques où existent les points chauds. Il faut les résoudre, sous peine de voir se perpétuer cette calamité symbolisée par le fascisme de Salazar.

 Allons-nous laisser dix millions d’hommes insulter chaque jour trois cent millions d’Africains ?

 Cela nous n’avons plus le droit de l’accepter.

 Nous devons poser la question: comment allons-nous faire, immédiatement, pour ne plus voir se répéter ces insultes en Angola, au Mozambique, en Union sud-africaine et un peu partout en Afrique. Dans ces points chauds, l’unité de l’Afrique passe par une solidarité effective avec ceux qui se battent encore pour leur liberté. Je vous l’assure, et je le dis en connaissance de cause, pendant sept ans et demi nous nous sommes battus en Algérie contre l’impérialisme le plus fort, le plus obstiné.

 Aujourd’hui nous discutons des problèmes économiques de l’Afrique; je crains que tout ce que nous nous proposons de faire dans ce domaine ne se réduise à de simples accords permettant de mieux nourrir nos peuples. Or nous n’avons pas le droit de penser à nous remplir le ventre quand nos frères tombent encore en Angola, au Mozambique et en Union sud-africaine.

 Si des problèmes se posent, notamment en ce qui concerne la sécurité des pays périphériques aux points chauds, au Congo, en Guinée, etc., il est de notre devoir de les étudier et de faire en sorte que votre solidarité avec ces pays soit effective.

 Ainsi, le jour où le Portugal tenterait d’entreprendre une autre action malfaisante comme celle contre le Sénégal ou le Congo, en Guinée ou contre tout autre pays africain, il trouverait toute l’Afrique, solidaire, pour lui faire face.

 Il faudrait que ces pays périphériques sachent qu’ils ont une rançon à payer à l’Unité africaine. Il y a eu une rançon à payer pour la libération de l’Algérie. C’est parce que des frères tunisiens sont morts à Sakiet-Sidi-Youssef, c’est parce que des frères marocains sont morts à Oujda, c’est parce que des frères égyptiens sont morts à Port Saïd et parce que des frères libyens et autres sont tombés que l’Algérie a été libérée. Car je dois préciser ici que c’est à cause du soutien inconditionnel que nous apportait l’Egypte que celle-ci fut victime de l’agression tripartite.

 C’est grâce, aussi, au soutien des frères guinées, maliens, nigériens et autres que l’Algérie a pu se libérer.

 Ainsi, pour que l’Algérie ait pu devenir un Etat indépendant, des frères africains ont accepté de mourir un peu.

 Ainsi, pour que soient libérés les peuples encore sous domination coloniale, acceptons tous de mourir un peu ou tout à fait afin que l’Unité africaine ne soit pas un vain mot.